



AVIS D'INFORMATION SUR L'ATTRIBUTION D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION DOMANIALE PAR SNCF RESEAU SANS PROCEDURE DE SELECTION PREALABLE (Article L.2122-1-3 du CG3P)

1. Propriétaire et gestionnaire du domaine :

SNCF Immobilier- Direction Immobilière Territoriale Sud-Est de SNCF Immobilier, dont les bureaux sont sis Campus Incity, 116 Cours Lafayette – CS13511 – 69003 Lyon, représentée par son Directeur Monsieur Thierry Bauchet dûment habilité. SNCF Immobilier (branche Immobilière de la Société nationale SNCF) agissant au nom et pour le compte de SNCF Réseau et conformément à la convention de gestion et de valorisation immobilière du 30 juillet 2015 par laquelle SNCF Immobilier a été mandatée pour la gestion et la valorisation du patrimoine immobilier de SNCF Réseau.

2. Occupant :

La société **AGRI SUD EST** dont le siège est situé 44 Rue du 11 Novembre, à Vienne (38 200).

3. Bien occupé :

Un terrain bâti et non bâti d'une superficie de 2 025 m² situé lieu-dit « Rue Benoit Lagrost », sous parcelle n° 459P SECTION AO, sur la commune de CIRY LE NOBLE (71 420).

4. Justification de la décision de ne pas mettre en œuvre la procédure de sélection préalable

4.1. En droit

Article L.2122-1-3 du CG3P	A cocher
. Une seule personne est en droit d'occuper la dépendance du domaine public en cause	
. Le titre est délivré :	
a) A une personne privée sur les activités de laquelle l'autorité compétente est en mesure d'exercer un contrôle étroit	
b) A une personne publique dont la gestion est soumise à la surveillance directe de l'autorité compétente	
. Une première procédure de sélection s'est révélée infructueuse	
. Une publicité suffisante pour permettre la manifestation d'un intérêt pertinent est demeurée sans réponse	
. Les caractéristiques particulières de la dépendance le justifient au regard de l'activité économique projetée, notamment :	X
a) Géographiques	X
b) Physiques	X
c) Techniques	X
d) Fonctionnelles	X
e) Ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation	
. Des impératifs tenant à l'exercice de l'autorité publique ou à des considérations de sécurité publique le justifient	
. Autres motifs non expressément mentionnés	

4.2. En fait

Conformément aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques et plus particulièrement à l'article L2122-1-3 créé par l'Ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017, la délivrance de la présente convention d'occupation est exemptée de la procédure de sélection préalable et de mesures de publicité préalable prévue à l'article L 2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques car les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques et fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation et d'utilisation le justifient au regard de l'activité économique projetée.

En effet, suivant acte sous-seing-privé en date du 3 mars 2015 portant le numéro Y6124, SNCF Réseau, anciennement RFF, a mis à disposition un emplacement bâti sis à Ciry le Noble (71), ci-après plus amplement désigné, au profit de la société **Agri Sud Est**, à usage de dépôt et commercialisation d'engrais, céréales et aliments du bétail, produits agricoles et du jardin, collecte et stockage de céréales. La Société a édifié à ses frais et sous sa responsabilité, un bâtiment de type entrepôt destiné à la réalisation de l'objet social. Ledit bâtiment communique directement avec les deux autres bâtiments propriétés de SNCF Réseau, le tout formant un ensemble indivisible.

5. Information :

Pour plus d'informations merci de contacter par courriel : M. Nicolas CATTIN / Courriel : ncattin@yxime.fr

6. Modalités de consultation de la convention d'occupation :

Sous réserve notamment des secrets protégés par la loi, tout intéressé qui en fait la demande peut obtenir accès au contrat objet du présent avis, par consultation.

Les demandes de consultation, sont adressées, par lettre recommandée avec avis de réception, aux coordonnées mentionnées à la rubrique 5 du présent avis.

7. Information sur les recours :

Recours en contestation de la validité du contrat de 2 mois devant :

Tribunal administratif de Dijon

22, rue d'Assas
BP 61616
21016 Dijon

Téléphone : 03 80 73 91 00

Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr